



HAL
open science

Acteurs globalisés et ressources minières localisées : contours et enjeux de la contestation post- extractiviste en Argentine

Mathilde Denoël, Martine Guibert

► **To cite this version:**

Mathilde Denoël, Martine Guibert. Acteurs globalisés et ressources minières localisées : contours et enjeux de la contestation post- extractiviste en Argentine. Informations et commentaires, 2014, L'extractivisme en Amérique latine, 168. <hal-01540005>

HAL Id: hal-01540005

<https://hal.science/hal-01540005v1>

Submitted on 15 Jun 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Acteurs globalisés et ressources minières localisées : contours et enjeux de la contestation post-extractiviste en Argentine.

Mathilde DENOËL¹, Martine GUIBERT²

En Amérique latine, l'intensification de l'exploitation minière et ses caractéristiques techniques relèvent souvent du gigantisme. Ces traits que l'expression *mega-minería* tente de refléter, et la participation importante du secteur aux exportations, en font à la fois un miroir et un outil de la globalisation. Le secteur est du coup pétri de relations globales de pouvoir qui impliquent une multitude d'acteurs, tant publics que privés, et qui sous-tendent une imbrication complexe des échelles internationale, régionale, nationale et locale. Menée souvent par des entreprises transnationales, la *mega-minería* soulève des problèmes de gestion et de contrôle. Elle questionne aussi la globalisation, la souveraineté des États, les relations sociales, le respect de l'environnement, et, finalement, les choix de société. Ce sont d'ailleurs ces choix de société que mettent en cause les tenants du post-extractivisme. Intégrant la problématique minière à grande échelle à celle de la surexploitation des ressources naturelles dans leur ensemble, ces opposants latino-américains ont opéré un changement de paradigme : plutôt que de penser l'exploitation des ressources naturelles en termes de progrès et de rentabilité, pourquoi ne pas

l'envisager depuis la perspective du respect des populations locales et de leur environnement ?

L'Argentine, à la différence de ses voisins tels que le Chili, la Bolivie ou le Pérou, n'est pas un pays de tradition minière. Or, l'installation du modèle extractiviste sur ses terres est emblématique tant des processus en cours que des outils mobilisés par les différents acteurs pour le justifier ou le contester. Ainsi, le dialogue entre le néo-extractivisme et son négatif post-extractiviste, à travers l'exemple symbolique de la *mega-minería* argentine, met à jour différents langages de valorisation du territoire qui s'entrechoquent dans un système globalisé et dans différentes perceptions du développement.

1. Conditions du l'instauration du modèle extractiviste dans les années 1990

Comme ailleurs en Amérique latine, les réformes radicales des années 1990 vont accélérer l'ouverture de l'économie de l'Argentine. Opportunément couplées avec la réforme du Code minier, elles vont affirmer l'instauration du modèle extractiviste.

Désengagement de l'État et IDE

Après une forte baisse du PIB dans les années 1980-90 et un taux annuel moyen de croissance par tête de -2,1 %³, l'Argentine, comme ses voisins, se tourne vers les institutions internationales afin d'obtenir des prêts. Le gouvernement de Carlos Menem⁴ applique les plans d'ajustement structurels (PAS) et opère une véritable « rupture de régime »⁵. L'Argentine devient une des économies les plus

¹ Doctorante, UMR LISST-CIEU et UMR Dynamiques Rurales, Université Toulouse – Jean Jaurès (UT2J), 5, allées A. Machado, 31 058 Toulouse cedex 09, E-mail : mathilde.denoel@univ-tlse2.fr.

² Enseignante-chercheuse, UMR Dynamiques rurales, Université Toulouse – Jean Jaurès (UT2J), 5, allées A. Machado, 31 058 Toulouse cedex 09, E-mail : guibert@univ-tlse2.fr.

³ P. SALAMA, *Les économies émergentes latino-américaines. Entre cigales et fourmis*, Armand Colin, Paris, 2012.

⁴ C. Menem a effectué deux mandats successifs (1989 à 1995, 1995 à 1999) comme Président de l'Argentine.

⁵ R.G. LARRAIN et D.C WINOGRAD, « Privatisation massive, finances publiques et macroéconomie : le cas de l'Argentine et du Chili », *Revue économique*, 47(6), 1996.

internationalisées du monde¹. La politique d'attraction des capitaux étrangers est inédite pour le pays : égalité de traitement pour les capitaux nationaux ou étrangers, suppression des conditions préalables à tout investissement direct étranger (IDE), accès au marché domestique libéralisé pour les entreprises étrangères, etc. L'Argentine reçoit, entre 1990 et 1995, 1,4 % des flux mondiaux d'IDE, et l'équivalent d'un stock d'IDE de 24,6 milliards de dollars entre 1992 et 1995, dont 37 % destinés aux privatisations². L'étude menée par la CEPAL³ souligne qu'au cours des années 1990, l'ouverture de l'économie a permis aux entreprises transnationales exploitant des ressources naturelles en Argentine d'exporter plus de 70 % de leurs ventes (les marchés sont hors Amérique latine).

La décennie 1990 marque l'installation du modèle extractiviste et le recul de l'État, au profit des entreprises privées, y participe. Durant les décennies 1970 et 1980, l'État avait le contrôle sur les entreprises des secteurs dits stratégiques, comme le secteur minier. L'article 40 de la Constitution nationale de 1949 déclarait les services publics et les ressources naturelles propriétés inaliénables de l'État⁴. Or, la politique de libéralisation, ainsi que le cycle de réformes que connaît le Code Minier entre 1993 et 1995, vont faire de l'Argentine le premier pays de captation d'investissements miniers⁵. Les IDE passent de 83 millions de dollars en 1993 à un peu plus d'un milliard en 1999⁶. Entre 1995 et 1997, 1,2 milliard de dollars (fonds australiens et canadiens) ont été investis dans la mine d'or et de cuivre de Bajo la

Alumbrera, dans la province de Catamarca⁷. Cet IDE minier est le plus important, et est considéré comme le premier méga-projet en Argentine.

L'open pit

Jusqu'au début des années 1990, l'exploration et l'exploitation des *rocas de aplicación*⁸ étaient le fait de petites et moyennes entreprises argentines. Elles répondaient à une demande majoritairement nationale et les procédés traditionnels restaient suffisants. Le développement de la *mega-minería*, polarisée autour des minerais métallifères pour l'exportation, va nécessiter des processus d'industrialisation à grande échelle⁹. Les mines à ciel ouvert sont ainsi exploitées grâce à la méthode de l'*open pit*. La détection par satellite de minerais situés tout près de la surface du sol, et localisés sur des cartes topographiques et géologiques, détermine la zone d'exploitation. Pour les extraire, la roche est creusée par dynamitage, collectée et traitée par lixiviation (introduction de solvants dans la roche : cyanure, mercure, acide sulfurique) afin de séparer le minerai des autres déchets. De grandes quantités d'énergie et d'eau sont utilisées. Plus la concentration du minéral dans la roche est faible, plus les quantités nécessaires d'eau et de solvants sont importantes.

En outre, avec la *mega-minería*, la répartition de la valeur brute de la production par minerai diffère : alors que les *rocas de aplicación* participaient en 1990 à hauteur de près de 52 % à la valeur brute de la production minière, elles ne comptent en 2000 que pour 30 % environ. Dès lors, les minerais métallifères qui ne participaient qu'à hauteur de près de 22 % en 1990 représentent environ 60 % en 2000. Ceux qui sont recherchés en Argentine sont l'argent, le cuivre, le lithium, l'or, le plomb et le zinc, et, dans une moindre mesure, le béryl, le cadmium et l'uranium.

¹ M. KUFLAS, F. PORTA, et A. RAMOS, *Inversión extranjera y empresas transnacionales en la economía argentina. Estudios y perspectivas*, CEPAL, Buenos Aires, Argentina, 2002.

² D. CHUDNOVSKY et A. LOPEZ, *Las estrategias de las empresas transnacionales en Argentina, Brasil y Uruguay en los años noventa*. CENIT, Buenos Aires, 1997.

³ M. KUFLAS et alii, op. cit. 2002.

⁴ M. KUFLAS et alii, op. cit. 2002.

⁵ L.S. WAGNER, *Problemas ambientales y conflicto social en Argentina : movimientos socioambientales en Mendoza. La defensa del agua y el rechazo a la megaminería en los inicios del siglo XXI*, Tesis doctoral, mencion ciencias sociales y humanas, Universidad de Quilmes, 2010.

⁶ V. MOORI KOENIG et C. BIANCO, Estudio 1.EG.33.6, estudios sectoriales, componente : industria minera, Fundes, Cepal, Onu, Buenos Aires, 2003 ; sur le site : <http://www.cepal.org/argentina/noticias/paginas/8/12238/informe336Mineria.pdf>

⁷ M. MANZANAL, « Neoliberalismo y territorio en la Argentina de fin de siglo », *Economía, sociedad y territorio*, 7(2), 2000.

⁸ Les *rocas de aplicación* regroupent les minerais non métallifères tels que le sable, le charbon, les graviers et autres matériaux utilisés dans la construction.

⁹ M. SVAMPA, L. BOTTARO et M.S. ALVAREZ, « La problemática de la minera metalífera a cielo abierto : modelo de desarrollo, territorio y discursos dominantes », in : *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*, Biblos, Buenos Aires, 2009.

Transnationalisation et nouvelle carte minière

La logique spatiale des acteurs de l'activité minière s'appuie sur une conception du territoire qui articule compétitivité et intégration aux espaces globalisés et qui, en valorisant les flux de connexion internationaux, se reflète dans la transnationalisation des acteurs. Alors qu'au début des années 1990, 10 entreprises transnationales avaient investi dans le secteur, on en dénombrait près de 60 en 2003. De même, si la région latino-américaine est ancrée dans une longue tradition minière, l'Argentine restait, jusqu'à la décennie 1990, en retrait de l'activité. Son statut va changer et, en 1998, elle concentrait 9,5 % des budgets totaux en exploration minière étrangère de la région. Pareillement, si avant la mise en place des politiques d'ouverture, l'investissement étranger moyen en exploration était estimé à 6 millions de dollars, il s'élevait à 130 millions en 1997¹. Les petites et moyennes entreprises de capital national qui travaillaient dans l'exploration et l'exploitation de matériaux de construction se sont reconverties dans la vente d'équipements importés ou ont disparu. En Argentine, l'exploitation de minerais métallifères est dès lors dominée par les grandes entreprises de capital étranger, associées à des projets d'envergure et orientées vers le marché extérieur.

Cette conception verticale du territoire et la transnationalisation des acteurs engendrent un déplacement de l'activité vers les provinces présentant un potentiel compétitif à l'international, soit vers celles du Nord-Ouest du pays. Alors que la région centrale concentrait plus de 45 % de l'activité en 1995 et que celle du Nord-Ouest ne pesait que pour 15 % environ, celle-ci représente, en 2000, 60 % de la production, et la région centre, 14 %². La région du Cuyo enregistre une légère augmentation de l'activité minière, passant de 11,5 % en 1995 à 15,5 % en 1999. La région de la Patagonie voit, elle, sa participation stagner jusqu'à l'installation du projet de *mega-minería* de Cerro Vanguardia (or et argent), ce qui va

¹ V. MOORI KOENIG et C. BIANCO, op. cit. 2003.

² *Ibid.*

provoquer une croissance de la production régionale de 150 % en un an. Enfin, la région du Nord-Est, spécialisée en *rocas de aplicación*, est la seule à enregistrer une diminution de la production toujours pour la même période.

Le modèle extractivo-exportateur a donc requalifié les régions argentines en fonction de leur dotation en ressources minières demandées à l'international ; elles sont les terres d'élection des méga-projets transnationaux.

2. Années 2000, néo-extractivisme et vision éco-efficente du territoire

La crise économique, politique et sociale qui arrive à son paroxysme en 2001, marque un tournant dans le paysage politique et économique argentin (et ailleurs en Amérique latine). Entre autres répercussions, il y a la mobilisation de nouvelles classes militantes, la mise en place d'un gouvernement progressiste au discours national-populaire, et, dans le même temps, l'affirmation du modèle néo-extractiviste.

Le Kirchnérisme en appui aux méga-projets miniers

Boccardi et alii³ affirment que si les années 1990 ont marqué le passage d'un État programmateur à un État administratif, où les frontières entre celui-ci et les entreprises privées se sont effacées, le gouvernement de Nestor Kirchner (2003-2007) a accentué « *son rôle fondamental dans la construction des conditions économiques, légales et sociales le rendant possible* »⁴. Lui succédant au pouvoir, Cristina Fernández Kirchner reconnaît que « *les secteurs énergétique et minier sont les deux secteurs qui nécessitent le plus grand capital intensif et qui sont les plus risqués parce que ce sont des investissements franchement*

³ F. BOCCARDI, S. GOIVANNINI, M. ORELLANA y D. ROCCHIETI, « El sueño minero : un analisis de la narrativa utópica del desarrollo », *Perspectivas de la comunicacion*, 1 (1), 2008.

⁴ Traduit par nous, cité par : M. SVAMPA, « Neo-développementisme, extractivisme, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, n°81, 2011.

millionnaires (...) tout cela nécessite une réflexion politique depuis le secteur public afin de l'articuler avec le secteur privé»¹ (traduit par nous). Dès lors, si l'extractivisme classique suppose une présence affaiblie et faible de l'État, dans le cas du néo-extractivisme, l'État, certes plus présent et plus volontaire dans le traitement du social, reste le moteur et la caution d'une dynamique d'exploitation des ressources naturelles à des fins exportatrices.

Par ailleurs, les conditions juridiques d'implantation du modèle extractiviste sont particulièrement favorables, comme en témoigne le discours de N. Kirchner en 2004 lors de la mise en place du « *Plan Minero Nacional* »² : « (...) nous croyons en un processus où se consolide le développement de la production, comme cela commence aujourd'hui à être visible dans la province de San Juan, ou comme en témoignent les processus de recherche et de production qui sont lancés dans le reste de l'Argentine, nous sommes absolument convaincus que ce processus va s'affirmer, que se développeront la production minière, les exportations, les sources de travail, et que les recettes vont fortement augmenter (...). Il est également très important que le développement de l'exploitation minière, qui concentre les investissements, soit accompagné d'une croissance durable (...), que les gens perçoivent que l'exploitation minière est synonyme de progrès, de travail, d'amélioration de la qualité de la vie, directement induits par le développement et la croissance économique dans la région où se développe ce type d'investissement (...). Nous allons donc jouer, depuis le gouvernement national, à fortement soutenir le secteur » (traduit par nous).

Ce discours, qui ne mentionne pas le territoire ou les ressources exploitées, est emblématique sur deux aspects : d'une part, la création d'un Secrétariat d'État, dépendant du Ministère de la Planification Fédérale, des Investissements Publics et des Services, affirme le repositionnement de

l'État comme acteur central ; d'autre part, il y a légitimation de l'exploitation minière comme politique nationale de développement. Boccardi et alii³ remarquent d'ailleurs que le néo-extractivisme témoigne d'une nouvelle étape dans les relations entre capital et État, et d'une désagrégation des frontières entre public et privé. Ainsi, l'ex-Secrétaire d'État à l'activité minière, Jorge Mayoral, ingénieur minier, qui a des intérêts personnels à travers des participations dans des entreprises minières⁴, déclarait par exemple lors de la cérémonie de clôture de ARMINERA 2007 (VI^{ème} Exposición Internacional de Minería à Buenos Aires) : « *C'est vous, ce sont les projets, les opérateurs et les prestataires de services, qui créent plus de mille emplois directs en ce moment en Argentine, et qui font de la création de plus de 165 000 emplois indirects, un véritable pic historique jamais atteint, affirmant l'activité minière dans le contexte national comme un secteur très actif dans la construction d'un pays plus juste* ». (Jorge Mayoral, cité par Boccardi et alii⁵) (traduit par nous).

L'arrivée au pouvoir de C. Kirchner en 2007 n'a pas été synonyme de rupture. Au contraire, la présidente va soutenir que l'exploitation minière peut permettre le développement du pays, notamment de par d'importantes retombées fiscales, et qu'elle doit donc être soutenue. L'Argentine comptait 336 projets d'activité minière en 2007 (soit 740 % de plus qu'en 2003) et 403 en 2009⁶. En 2012, 13 mines métallifères sont en exploitation, et, en 2014, 18 sont recensées par le site officiel de « Argentina Mining »⁷ comme des méga-exploitations (carte 1).

¹ C. FERNÁNDEZ DE KIRCHNER, « discurso de la señora Presidente de la Nación », doctora Cristina Fernández de Kirchner ante la Honorable Asamblea Legislativa, Presidencia de la Nación Argentina, Casa Rosada, 10 décembre 2007.

² Le *Plan Minero Nacional* a été présenté le 23 janvier 2004 par le secrétaire de l'activité minière, l'ingénieur Jorge Mayoral, et le président N. Kirchner.

³ F. BOCCARDI et alii, op. cit. 2008.

⁴ Jorge Mayoral possède au milieu des années 2000, 30 % de la firme Micas Argentina S.R.L, 15 % de Millstone S.A. et 25 % de Minvail S.A. (BOCCARDI et alii, 2008).

⁵ F. BOCCARDI et alii, op. cit. 2008.

⁶ L. S. WAGNER, op. cit. 2010.

⁷ Site officiel : <http://argentinamining.com/es/index.php>

Carte 1 – Localisation des méga-projets miniers en Argentine en 2013



Carte 2 – La situation minière par province en 2008



Le néo-extractivisme : une vision éco-efficiente du territoire

Le néo-extractivisme, prolongement de l'extractivisme classique, propose une vision éco-efficiente du territoire. Il classe les territoires en termes de potentiel exploitable, de terres viables / non-viables. Deux catégories existent : les territoires efficaces, et ceux pouvant être vidés (*vaciabiles*) ou sacrifiés (*sacrificables*)¹.

La catégorie des territoires efficaces s'est imposée dans les années 1990. En rompant avec le modèle global d'un territoire pensé depuis les sphères étatiques, l'ouverture de l'économie et le recul de l'État ont entraîné le démantèlement des

régulations qui garantissaient aux économies locales une intégration dans l'économie nationale argentine, les connectant ainsi directement à l'économie de marché. Cette conception et cette différenciation des territoires en termes de viabilité se reflètent dans l'estimation des territoires locaux selon leur taux de rentabilité.

La seconde catégorie est née avec l'installation des méga-exploitations minières. Les entreprises transnationales choisissent des zones relativement isolées et/ou appauvries, qu'elles pointent comme étant des territoires dénués d'autres intérêts que celui de leurs ressources. Reposant sur une forte asymétrie sociale, cette approche a entraîné, par la minimisation du poids des économies locales, la désorganisation, le déplacement ou la disparition de certaines communautés. Cette vision d'un

¹ M. SVAMPA et alii, op. cit. 2009.

territoire pouvant être vidé repose, en Argentine, sur l'imaginaire fort du désert : « (...) *Les fonctionnaires de l'État national ou régional utilisent cette "métaphore", tellement ancrée dans l'imaginaire politique et culturel argentin, afin de permettre l'installation de l'activité minière à grande échelle comme seule alternative productive dans des régions connaissant le "désert de pierre"* »¹ (traduit par nous). Ce discours développé par les pouvoirs publics laisse entendre que l'installation d'entreprises se justifie car ce sont elles qui apporteront un développement qui semble impossible autrement.

Néo-extractivisme et développement durable

Par ailleurs, le concept de développement durable a participé à la complexification de la lisibilité de modèles tels que le modèle extractivo-exportateur. En effet, « *il ne s'agit pas uniquement de repositionner la relation société-nature, mais d'inventer un « nouveau » cadre délibératif afin de se mettre d'accord sur les modalités socio-politiques susceptibles de conduire à des changements dans les modes de vie et dans notre rapport à la nature. Opter pour le développement durable signifie s'inscrire dans un débat prenant en compte les atteintes à l'humanité et à l'environnement naturel de la croissance économique* »².

Or, dans le secteur des activités minières, l'approche en termes de développement durable a induit l'intégration des problématiques écologiques dans l'objectif de rationalité. Une activité « durable » est d'autant plus efficiente, et le territoire préservé (dans certaines limites), qu'elle permet d'assurer une « bonne » exploitation des ressources que le territoire contient³. Cette éco-efficacité repose, notamment, sur la responsabilité sociale entrepreneuriale (RSE) qui cherche à combiner la philanthropie entrepreneuriale et la responsabilité des entreprises

quant à l'impact social et environnemental de leurs activités⁴.

En Argentine, la RSE a trouvé grand écho. La CAEM⁵, en 2014, tout en soulignant les liens entre activité minière et marché mondial, affirme que « *les entités boursières internationales -bourses de valeur- où cotisent les entreprises minières sont sensibles aux crises environnementales et sociales qui pourraient se produire* » (traduit par nous). L'activité minière se doit, pour une meilleure sécurité financière, d'éviter les crises socio-environnementales.

Enfin, les entreprises transnationales, en tissant des liens avec les universités, les écoles, les institutions locales des villes petites ou moyennes de proximité, se transforment en acteur social englobant. Mais ce rôle peut être contesté : « *les organisations sociales ont constaté que les grandes entreprises minières dans les provinces de Catamarca, Tucumán, San Juan et Chubut effectuent des donations aux écoles et hôpitaux de ces provinces, essayant d'acquiescer indirectement des soutiens et de limiter l'exercice de leur opinion par les communautés* »⁶ (traduit par nous).

Le modèle néo-extractiviste fait ainsi face à une opposition croissante de la part des mouvements socio-environnementaux, qui essaient d'imposer, par le biais d'actions directes ou juridiques, leurs approches du territoire et de la territorialité.

3. La contestation du modèle : entre biens communs et perceptions alternatives du territoire

L'opposition en Argentine à la *mega-minería* s'ancre dans un réseau complexe de relations de

¹ M. SVAMPA et alii, op. cit. 2009.

² C. GHORRA-GOBIN, « L'éthique, nouvelle frontière de la géographie ? », 19^{ème} biennale de Géographie : Géographie et éthique à l'heure de la mondialisation, *Géopoint 2012*, Avignon, 2013.

³ G. RIST, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, 4^{ème} édition, Presses de Sciences Po, Paris, 2013.

⁴ M. SVAMPA et alii, op. cit. 2009.

⁵ CAEM, « Minería Argentina, todas las repuestas : agua y minería », 2014 ; sur le site :

<http://www.caem.com.ar/wp-content/uploads/2013/10/miner%C3%Ada-Argentina-todas-las-respuestas-Agua-y-Miner%C3%Ada.pdf>

⁶ R. ORTIZ, « Las empresas transnacionales en la minería argentina : seguridad jurídica para las empresas, inseguridad ambiental e incumplimiento de los derechos para las comunidades locales », Foro ciudadano de participación por la justicia y los derechos humanos, *Observatorio de las empresas transnacionales*, Buenos Aires, 2007 ; sur le site :

http://www.foco.org.ar/back-web/oet-publicaciones_english.htm

pouvoir auquel participent les acteurs institutionnels et la société civile.

Les assemblées citoyennes

La mobilisation induite par la crise de 2001 se distingue d'autres moments historiques par la visibilité et la légitimité qu'elle a obtenue sur la scène nationale. Si de nombreuses organisations existaient déjà et ont été renforcées, d'autres, telles que les assemblées de quartier, ont vu le jour. Elles se caractérisent par un processus de « démocratisation de la démocratie » affirmant, depuis le point de vue de la démocratie participative et directe, un regard sur la démocratie représentative en place, insistant sur le caractère de citoyen des participants, et donc leur habilitation à exercer une certaine vigilance sur le pouvoir, et exprimant le peu de représentativité des institutions formelles¹.

C'est dans ce contexte de mobilisation que les problématiques environnementales se sont affirmées. Par exemple, à Esquel (province de Chubut), la mobilisation a été forte contre la concrétisation d'un méga-projet métallifère minier lancé en 2002 par l'entreprise transnationale Minera El Desquite, puis par Meridian Gold Inc. qui l'a rachetée (entreprise états-unienne elle-même rachetée en 2007 par l'entreprise canadienne Yamana Gold). Après un long processus d'opposition mené par « *la Asamblea de Vecinos Autoconvocados de Esquel por el No a la Mina* » (Assemblée des Voisins Autoconvoqués de Esquel pour le Non à la Mine), et après que l'audience publique prévue le 4 décembre 2002 durant laquelle devait être présenté le Rapport d'Impact Environnemental² a été repoussée, un référendum a été organisé par le gouvernement provincial. Ce premier référendum mené en Argentine depuis la réforme constitutionnelle de 1994, a affiché une participation de 75 %³ ; le « non à la mine » l'a emporté à 81 %. La première loi provinciale d'interdiction de l'activité minière,

tout comme l'arrêt du projet, ont été actés. Surtout, ce « non » est considéré comme la naissance du « No a la Mina » argentin, et comme un antécédent tant à l'échelle nationale que continentale⁴. Il a participé en 2003 à la création de la *Red de Comunidades Afectadas por la Minería* (Red CAMA) (Réseau des communautés affectées par l'activité minière).

En 2006, alors que se tient à Córdoba un sommet des présidents des pays du Mercosur, des groupes écologistes se sont réunis à l'initiative du « Grupo Ecológico 9 de julio Valle del Carmen ». La *Unión de Asambleas Ciudadanas contra la contaminación y el saqueo* (Union des assemblées citoyennes contre la pollution et le pillage) (UAC), héritée de la red CAMA, a été créée. Elle rassemble des groupes originaires de tout le pays, opposants à la *mega-minería* mais aussi à l'agrobusiness, la déforestation, l'appropriation de territoires où vivent des populations locales, la spéculation immobilière ou la pollution urbaine, ainsi que certains mouvements de pays voisins, tels que « El movimiento anti Pascua-Lama » chilien. Non partisane, cette Union repose sur les principes de consultation populaire, d'autodétermination des communautés, d'anti-impérialisme, d'horizontalité et de solidarité. Elle compte plus de 70 organisations de base (Svampa et alii, 2009) et a organisé, entre 2006 et 2011, quinze rencontres nationales dans des villes moyennes de l'Argentine. La UAC a aussi généré, selon Wagner (op. cit, 2010), la création des UACs régionales et elle souhaite construire un réseau à l'échelle continentale⁵.

Cette mise en réseau à l'échelle de l'Argentine, couplée à des protestations longues⁶ a débouché sur l'interdiction de l'activité minière à ciel ouvert dans cinq provinces et à des restrictions juridiques dans trois d'entre elles (Carte 2, p.5).

⁴ L. S. WAGNER, op. cit. 2010.

⁵ UNION DE ASAMBLEAS CUIDADANAS, « Cuadernillo sistematización de las Conclusiones de los Encuentros de la UAC : construyendo caminos colectivos en defensa de nuestros territorios », UAC, 2014 ; disponible sur le site : <http://asambleasciudadanas.org.ar/documentos-uac>

⁶ L. BOTTARO et M. S. ALVAREZ (n.d.), « Las asambleas de autoconvocados, experiencias de resistencia a la expansión de la megaminería a cielo abierto », sur le site : http://www.ungs.edu.ar/ms_ici/wp-content/uploads/2012/11/Lorena-Bottaro-y-marian-Sola-Alvarez-GT5.pdf

¹ M. SVAMPA et alii, op. cit. 2009 ; L. S. WAGNER, op. cit. 2010.

² Ce rapport doit être présenté par toute entreprise souhaitant débiter une exploitation minière à grande échelle.

³ L. S. WAGNER, op. cit. 2010.

Cependant, et si tous les pays ayant développé des méga-exploitations minières ont connu des conflits socio-environnementaux¹ -le collectif Voces de Alerta² en ayant recensé plus de 120 dans le sous-continent-, leur lecture doit être faite depuis l'échelle provinciale et régionale avant d'être perçue dans le contexte national³. En effet, la régionalisation de l'exploitation des ressources naturelles a provoqué une grande fragmentation des scénarii miniers. Dans les provinces comptant avec une classe moyenne aisée, liée au territoire productif local, l'opposition a trouvé plus d'écho que dans les provinces plus pauvres. Cette différenciation permet des arrangements particuliers entre gouvernements provinciaux et entreprises transnationales, mais elle facilite aussi l'action institutionnelle des mouvements d'opposition, puisque à plus petite échelle.

Contestation et langages de valorisation des territoires

La défense du territoire et l'émergence de discours environnementalistes forts nourrissent le développement en Amérique latine d'une valorisation du territoire nouvelle et commune à ces actions d'opposition, et croisent des revendications communautaires et indigènes. Ce « tournant éco-territorial » (voir des auteurs comme Svampa, Álvarez, Bottaro et Wagner), mobilise les notions de bien commun, de souveraineté alimentaire, de justice socio-environnementale et de bien vivre⁴. Or, « le terme de "biens naturels communs" vient contrebalancer la vision utilitariste des biens de la nature comme marchandise, comme "ressources" pour les activités économiques, qui implique l'ignorance du reste de leurs attributs –qui ne peuvent être représentés par un prix de marché, même si

*certains le sont–. (...) La dénomination "biens naturels communs" dépasse celle de ressources naturelles, puisqu'elle prend aussi en considération les services environnementaux de la nature, et sa valeur symbolique, d'existence et de legs »⁵ (traduit par nous). Re-penser les ressources naturelles avec cette perspective éclaire donc une première démarche d'appropriation de la nature, puisque la notion de ressource induit, en grande partie, un potentiel exploitable selon un objectif (ici l'exportation sous forme de *commodities*)⁶.*

Valorisant au contraire l'idée de nature comme patrimoine commun naturel, social et culturel, presque inaliénable, les organisations socio-environnementales appellent à la mise en place de systèmes sociaux et juridiques. Ces derniers devraient permettre le partage et la juste répartition de manière durable de ces apports⁷ et amener vers le *buen vivir*, concept inspiré du monde spirituel indigène (*suma kausay* en quechua ou *suma gamaña* en aymara). E. Gudynas et A. Acosta, deux théoriciens majeurs du post-extractivisme, définissent le « bien vivre » comme une « *occasion de construire une autre société basée sur la coexistence des êtres humains avec la nature, dans la diversité et l'harmonie, à partir de la reconnaissance des différentes valeurs culturelles présentes dans chaque pays et dans le monde* »⁸. Cependant, si cette notion articule discours socio-environmentalistes, matrice communautaire et langages de valorisation⁹ du territoire, elle est encore en cours de définition et au cœur de controverses.

Cette approche recoupe, dans le contexte latino-américain, la notion de territoire et de territorialité.

⁵ L. S. WAGNER, op. cit. 2010.

⁶ C. RAFFESTIN, *Pour une géographie du pouvoir*, LITEC, Paris, 1980.

⁷ D. BOLLIER, « Los bienes comunes : un sector soslayado de la riqueza », in H. Silke (sous la dir.) *Genes, bytes y emisiones : bienes comunes y ciudadanía*, Fondation Heinrich Böll, Mexique, 2008.

⁸ J. VANHULST et A.E. BELING, « *buen vivir* et développement durable : rupture ou continuité ? », *Ecologie & politique*, n°46, 2013.

⁹ Nous reprenons l'expression « langages de valorisation » (en espagnol *lenguajes de valoración*), du précurseur espagnol de l'écologie politique, J. Martínez Alier (2004), qui les définit comme des « *valeurs très différentes, écologiques, culturelles, valeurs basées sur le droit à la subsistance des populations, ainsi que sur les valeurs économiques dans leur conception chrématistique [ou productiviste]* ».

¹ M. SVAMPA, « Consenso de los commodities, giro ecoterritorial y pensamiento crítico en América Latina », *Revista del OSAL*, n°32, Movimientos socioambientales en América Latina, 2012.

² VOCES DE ALERTA, *15 mitos y realidades de la minería transnacional en la Argentina. Guía para desmontar el imaginario prominerio*, Herramienta, El colectivo, Buenos Aires, 2011.

³ M. SVAMPA y M.S. ALVAREZ, « Modelo minero, resistencias sociales y estilos de desarrollo : los marcos de la discusión en Argentina », *Ecuador Debate*, n°79, 2011.

⁴ M. SVAMPA, art. cit. 2012.

En effet, « *assurément, la dénomination [bien commun] fait allusion aux biens qui garantissent et soutiennent les formes de vie sur un territoire déterminé. Ainsi, il ne s'agit pas seulement d'une dispute autour des "ressources naturelles", mais d'un conflit pour la construction d'un certain "type de territorialité", centré sur un langage qui pointe du doigt la protection du "commun", dans le cadre d'une conception "forte" de la durabilité. C'est précisément cette ignorance de ces autres valorisations qui permet que les territoires soient considérés comme des "aires de sacrifice"* »¹ (traduit par nous).

Cette place essentielle du territoire et de la territorialité a encouragé l'émergence de langages de valorisation qui avancent des conceptions différentes du territoire. Selon Álvarez², « *le territoire se présente comme le locus des demandes et des attentes des personnes pour reconstruire leurs modes de vie ; sa défense part et se nourrit de registres symboliques et collectifs* » (traduit par nous). Dans cette perspective, le mouvement continental de protestation socio-environnementale est un mouvement de protestation socio-territoriale. En effet, le territoire est ici l'objet du conflit, à la différence d'autres mouvements sociaux ou écologistes, associés à des territoires donnés (quartiers, lieux occupés, ...) qui ne sont pas l'objet de la mobilisation³. Or, si le territoire est la clef de voûte du conflit, les participants à ces mouvements l'appréhendent diversement. Nous pouvons évoquer quatre manières différentes, selon une typologie établie au sein de l'écologie politique latino-américaine et analysée par Álvarez⁴:

– Le **territoire originaire** fait référence aux valeurs attribuées par les communautés originaires et/ou paysannes ; le territoire participe de l'espace de vie, de l'environnement dans lequel on agit, ce qui sous-entend la protection de la nature, dont l'humain est partie prenante.

– Le **territoire hérité** est une conception courante dans les collectifs ou assemblées citoyennes situées dans des petites ou moyennes villes, connaissant des flux forts de migration. Le territoire est un bien, sur lesquels s'exercent des droits et devoirs hérités ; par là même, il est non mercantile. Il est un legs culturel qui ne peut être pensé en termes de productivité ou de tourisme. L'installation d'une activité extractiviste ou d'une méga-exploitation minière entraîne alors un conflit non pas d'intérêt mais de droit.

– La **perception choisie du territoire** concerne les personnes qui, à la recherche d'une meilleure qualité de vie, quittent les grands centres urbains pour s'installer dans des villes plus petites⁵. La défense de l'idéal du territoire naturel est ici en jeu, et la notion de défense pour les générations futures essentielle (slogan de type « *Si a la vida* »),.

– Le **territoire productif** renvoie à la défense des ressources naturelles avant celle du territoire. Les petits producteurs ont conscience de la nécessité de ressources naturelles (par exemple, l'eau) pour développer une activité économique viable, et leur participation aux mouvements socio-environnementaux appuie l'exploitation individuelle de ces ressources. Ces acteurs, loin d'être déconnectés de l'action collective, peuvent apporter des savoir-faire mobilisables dans la défense du territoire contre des acteurs externes tels que les entreprises minières transnationales⁶.

En synthèse, la diversité des langages de valorisation du territoire démontre le potentiel des organisations ou assemblées citoyennes. Leur rassemblement au sein des mouvements socio-environnementaux et socio-territoriaux vient souligner le rejet massif d'une perception hégémonique du territoire, signant du coup une conception particulière du développement.

¹ M. SVAMPA, art. cit. 2012.

² M.S. ALVAREZ, art. cit. 2011.

³ N. GIARRACCA y D. MARIOTTI, « Porque juntos somos muchos mas: los movimientos socio-territoriales de Argentina y sus aliados », *Revista del OSAL*, n°32, Movimientos socio-ambientales en America Latina, 2012.

⁴ M.S. ALVAREZ, art. cit. 2011.

⁵ M. SVAMPA y M.S. ALVAREZ, art. cit. 2010.

⁶ H. MACHADO ARAOZ, « Agua y Minería Transnacional. Desigualdades hídras e implicaciones biopolíticas », *CIFOT: Revista Proyección*, n°9, 2010 ; disponible sur le site :

<http://casadelasabiduria.info/index.php/servicios/item/16-articulo-de-segunda-prueba>

Conclusion

Le modèle néo-extractiviste en Amérique latine, et en Argentine en particulier, signe le retour en force d'une vision productiviste des territoires, malgré la présence de gouvernements s'affirmant de gauche ou progressistes. En ce début de XXI^{ème} siècle, la contestation vient souligner le rejet de cette vision développementaliste des territoires et des sociétés et appelle à repenser la construction sociétale depuis une perspective plus soucieuse de l'échelle locale et plus respectueuse des différentes perceptions de la territorialité. Ces perceptions impliqueraient alors une meilleure considération des populations, de leurs droits,

des ressources naturelles ou biens communs naturels, des cultures et des modes de vie. Cet antagonisme entre les différentes approches du territoire et de la territorialité met en cause le développement pensé à l'échelle globale, mais également des approches telles que celles en termes de développement durable.

Par ailleurs, si les gouvernements progressistes et les entreprises transnationales véhiculent un idéal de développement, celui-ci semble être très occidentalisé¹. La contestation post-extractiviste souligne le rejet de la différenciation nature / culture et invite à repenser le développement en considérant que « *ce que nous appelons le social est partie prenante, en totale continuité, avec le naturel* »².

Référence : DENOËL Mathilde et GUIBERT Martine, 2014, « Acteurs globalisés et ressources minières localisées : contours et enjeux de la contestation post-extractiviste en Argentine », *Revue « Informations et Commentaires »*, Grenoble, N°168, Juillet-septembre, p. 6-15

¹ C. GRATALOUP, *Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du monde*, Armand Colin, Paris, 2013.

² C. GRATALOUP, op.cit. 2013.

